

Introduction

Les usages actuels les plus courants des termes «dépendance» ou «personnes dépendantes» renvoient principalement soit aux consommations «psychoactives»: drogues, jeux, sexe, sucres, etc., susceptibles d'entraîner des dépendances addictives, soit aux incapacités pratiques générant une dépendance à autrui pour certaines fonctions de base: mobilité, toilette, repas, etc. Ces deux usages ont l'air très éloignés, mais en fait ne sont pas distincts si on les comprend sur un continuum relatif à l'accès au plaisir et à la consommation. Les addictions sont en effet des dysfonctionnements psychiques provoqués par l'abus de certains plaisirs, tandis que les incapacités sont des dysfonctionnements pratiques entraînant une difficulté d'accès aux plaisirs courants. Autrement dit, les addictions sont le résultat d'une *surconsommation* de quelque chose tandis que les incapacités sont plutôt la cause d'une *sous-consommation* de quelque chose. Ces deux sortes de dépendance affectent de façon différente l'autonomie et la liberté du sujet, mais elles révèlent l'une et l'autre la nature répétitive du plaisir, qui suppose un accès régulier à ses différentes sources pour éviter les souffrances du manque et cultiver le sens de la belle vie, celle qu'on aime le plus et qu'on est libre de mener à sa guise, à condition justement de ne pas être trop dépendant.

A côté de ces deux sens dominants, il existe une multiplicité de sens plus diffus de la dépendance qui renvoient par exemple aux pressions et oppressions de la société et de la famille, comme l'exploitation du travail, le manque de ressources financières ou la domination masculine, ou aux conditions actuelles de satisfaction des besoins et des désirs dans les sociétés marchandes. Dans ces cas-là, on parle de dépendance parce que l'autonomie et la liberté de choix sont affectées par les pressions de la société, du marché ou de l'autre sexe. Mais, là encore, ces dépendances

concernent toujours des plaisirs et des consommations qui se trouvent conditionnés, amoindris ou manipulés par les circonstances sociales. Plus profondément, ces différents sens peuvent illustrer un modèle plus général de la dépendance que je présenterai dans ce livre et qui associe le plaisir et le bien-être ordinaire à des régularités fonctionnelles dont le dérèglement est susceptible de générer, chez certaines personnes, des formes sévères de dépendance psychique, sous forme d'addiction, ou pratique, sous forme d'incapacité. La continuité du plaisir et du bien-être requiert en effet une certaine régularité, voire une véritable discipline fonctionnelle, tout en courant toujours le risque d'être rompue par les emballements inhérents à la recherche des récompenses ou par l'inaccessibilité des ressources nécessaires.

Cette situation est inhérente à la constitution biologique des êtres humains, qui sont des êtres de désir et de manque, mais elle est devenue particulièrement sensible sous l'effet d'un dérèglement plus large des modes de consommation dans les sociétés marchandes. N'importe quel type de consommation peut en effet faire l'objet aujourd'hui d'un commerce profitable et, par conséquent, d'une augmentation de l'offre disponible entraînant mécaniquement un accroissement des consommations préférées de certains individus, en même temps qu'une accumulation du désir et des frustrations chez ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à cette offre. Au point qu'on pourrait, sans abus de langage, parler ici d'un processus d'addiction collective puisque, comme dans une addiction individuelle, l'accoutumance et la tolérance collective à la consommation marchande ne cessent de croître et que la connaissance des effets néfastes, en termes notamment d'environnement ou de dégradation des modes de vie, n'empêche nullement la poursuite consensuelle de ce mode d'exploitation économique, dont l'interruption risquerait en outre de provoquer un symptôme de sevrage jugé insupportable. Contrairement aux sociétés précapitalistes, dans lesquelles les consommations habituelles étaient limitées en principe par le caractère local de l'offre, et régulées par les rituels et les institutions morales existantes, les sociétés marchandes étendent de façon illimitée, et sous la seule logique du meilleur marché possible, les sources de consommation potentielle, tout en intégrant dans leur offre des remèdes aux perturbations et difficultés

que le marché a lui-même provoquées ou qui découlent de l'épuisement du cycle normal de la consommation et de la vie. L'offre de soins médicaux ou d'accueil des personnes amoindries par les avatars ou l'achèvement de leur vie sociale, est ici un exemple très significatif de cette façon qu'a la logique du marché de s'auto-entretenir, y compris lorsqu'elle vise à porter remède aux différentes sortes d'incapacité.

Pour mieux saisir la dimension existentielle du problème, il est utile de rappeler qu'une grande partie des sociologues contemporains considère l'état de base des sociétés modernes comme régi par une concurrence assez âpre des individus et des groupes en vue d'obtenir les positions et les biens les plus attractifs dans les domaines de l'éducation, de la consommation, de la production, de la santé, de la sexualité, des relations amoureuses, des alliances... Toute la terminologie sociologique du capital social et culturel, des marchés économiques et symboliques, de la sélection scolaire, des inclus et des exclus, des affiliés et des désaffiliés..., incorpore ce genre de constat qu'on peut qualifier de darwinien, puisqu'il est fondé sur des mécanismes de sélection sociale qui ont pour effet de hiérarchiser les compétences et de marginaliser les moins aptes. Toutefois, contrairement à ce qui a pu se passer dans l'environnement historique ou préhistorique, le système actuel des salaires, des allocations, des droits sociaux et des supports familiaux ou de proximité, demeure généralement suffisant pour entretenir l'accroissement global du niveau de consommation et assurer, sinon le bonheur, du moins un état plus ou moins satisfaisant de dépendance fonctionnelle à un assez grand nombre de membres d'une *société démocratique riche*. Une telle société n'est pas forcément « bien ordonnée »⁽¹⁾ ni vraiment « décente »⁽²⁾, mais, sachant qu'une fois satisfaits les besoins de base, les biens sociaux principaux restent ceux de l'autonomie personnelle, de l'amour et de l'amitié, ces biens paraissent encore suffisamment accessibles pour assurer à pas mal d'individus une somme minimale de récompenses et d'émotions positives, aussi longtemps du moins qu'ils demeurent

⁽¹⁾ Voir J. RAWLS, *Théorie de la justice*, 1971, tr. fr. C. AUDARD, Paris, Seuil, 1987.

⁽²⁾ Voir A. MARGALIT, *La société décente*, 1996, tr. fr. F. BILLARD et L. D'AZAY, Castelnau-le-lez, Climats, 1999.

intégrés dans le cours normal de la vie sociale. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plus grande partie des membres des sociétés marchandes peuvent encore se sentir partie prenante d'un mouvement collectif dont ils ne retirent souvent que peu de bienfaits individuels.

C'est dans ce contexte de concurrence exacerbée mais de confort relatif que se situe l'une des injustices les plus sévères des sociétés marchandes, celle qui concerne des sujets fragilisés par une dépendance psychique, pratique ou sociale, et dont le support public ou de proximité n'est plus suffisant pour alimenter convenablement les sources habituelles de gratifications et de récompenses. Le développement des sociétés marchandes inclut en effet, outre ses processus inhérents d'intensification de l'offre de consommation, d'extension des pratiques addictives ou de migrations humaines, des processus d'allongement de la durée de la vie, de chronicisation de certaines maladies, ou encore de sécurisation et de moralisation publique, qui contribuent à accroître le niveau de dépendance des catégories sociales les plus fragiles, dont les chances de gratification et le statut social se dégradent. C'est bien souvent du reste le traitement social de certaines dépendances qui rend celles-ci le plus problématiques, sous la forme par exemple de la qualification effrayante, de l'incompréhension, du mépris, de la condescendance, de l'humiliation, de l'indifférence, de l'abandon, du déni de valeur, de la ghettoïsation, et de la répression qui touche encore, par exemple, les usagers de drogues illicites ou les travailleuses du sexe ou, de façon plus subtile, les malades et les impotents les moins obéissants. Le statut des personnes diminuées ou dégradées fait ainsi souvent l'objet d'un traitement d'exception ou d'une mise à l'écart non seulement pour leurs traits soumis à dégradation, mais pour d'autres traits qui ne leur sont pas forcément associés. Par exemple, un alcoolique ou un toxicomane est considéré comme déchu du fait de sa dépendance au produit, mais il est également mis en cause dans sa capacité cognitive et professionnelle qui peut cependant rester intacte pendant assez longtemps. De même, une prostituée dont le statut est déjà dégradé par la profession qu'elle exerce, peut aussi être jugée incapable d'entretenir de véritables liens amoureux ou de tenir correctement un rôle parental. Ou encore, l'affaiblissement ou la désorientation

d'un vieillard conduisent de plus en plus vite à le supposer incapable de gérer son patrimoine, de vivre chez lui, de marcher librement dans la rue, alors que les risques de perte de patrimoine, d'accident à domicile ou d'égarement dans la ville ne sont pas forcément pires que ceux de la mort lente dans une institution.

Il existe en fait un contraste saisissant entre la vocation affichée d'une société devenue objectivement une société du soin ou du *care*, au sens d'une responsabilité normative qu'elle est censée assumer à l'égard des catégories de dépendants qu'on pourrait dire « bien notés » : enfants, malades, vieillards, handicapés..., et la réalité du traitement social de la dépendance critique qui exclut de son attention non seulement certains sujets jugés « fautifs » ou mal notés pour toutes sortes de raisons : drogués, prostituées, prisonniers, SDF ou migrants sans papier..., mais aussi de multiples aspects de la vie des dépendants les mieux notés : sexualité, caprices, revendications d'autonomie, rythmes personnels, liberté d'emploi du temps... D'où les deux questions qui serviront de toile de fond à l'ensemble de cet ouvrage et qu'on pourrait formuler de la façon suivante : comment maintenir la priorité des principes : liberté, égalité et justice en situation de dépendance critique ? Comment favoriser pour quiconque l'égale chance de *belle vie* qui, plus encore que la « vie bonne » des philosophes, constitue l'un des idéaux et des motivations pratiques cruciales pour n'importe quel sujet humain ordinaire ? C'est en effet le goût de la belle vie qui pousse parfois certains sujets à des extrémités pratiques, mais c'est lui aussi qu'il faut pouvoir sauvegarder dans l'existence ordinaire de n'importe qui, y compris lorsque la carrière de plaisir a tendance à se ralentir sous l'effet de la maladie ou de la vieillesse.

Les questions qui précèdent ne seront pas abordées ici de façon abstraite ou péremptoire, mais plutôt à partir d'un ensemble de données « ethnographiques » issues de mes précédentes enquêtes ou d'autres enquêtes sociologiques, de témoignages publiés dans des livres ou sur Internet, d'œuvres cinématographiques et littéraires et de différentes publications scientifiques. La première partie de l'ouvrage propose ainsi une sociologie morale du bien-être et de la dépendance articulée sur des données issues de la biologie de l'évolution, de la neurophysiologie du plaisir et de l'histoire moderne des dépendances, et sur un ensemble

de témoignages relatifs aux différentes expériences du plaisir, incluant notamment les drogues, l'alimentation et le sexe. La deuxième partie de l'ouvrage propose, à titre d'illustration et de réflexion intermédiaire, une exploration plus détaillée du traitement des dépendances dans les sociétés marchandes, à partir de quatre études de cas qui concernent d'abord quelques temps forts de la consommation : la dépendance aux drogues, la séduction marchande, la dépendance sexuelle et, pour finir, les substituts proposés à ceux qui, comme les vieillards, semblent avoir achevé leur carrière de plaisir et de liberté. La troisième partie de l'ouvrage tire alors quelques enseignements en termes de résistance ordinaire à la dégradation sociale, de recherche des récompenses morales, et surtout de philosophie de la belle vie lorsqu'un individu cherche malgré tout à maintenir un quotidien illuminé en se défendant à la fois des pressions addictives issues de la société environnante et de ses propres emballements, et en s'efforçant, s'il le peut, de s'exalter sans s'écrouler ou, à tout le moins, de survivre sans s'ennuyer.

Je voudrais enfin préciser que les nombreuses références aux sciences cognitives et à la biologie de l'évolution que l'on trouvera au cours de l'ouvrage ne supposent aucune allégeance à l'idée d'un déterminisme génétique qui rendrait les individus radicalement et définitivement dépendants de leurs appétits et propensions naturelles à rechercher les plaisirs. Sur ce sujet, on peut dire sans grand risque de se tromper que les appétits et la motivation humaine à rechercher des récompenses sont un héritage de l'évolution naturelle de l'espèce, au même titre que les appareils respiratoire, digestif ou sexuel qui ont été, sans le moindre doute, fabriqués par cette même évolution ancestrale. Je laisse néanmoins aux spécialistes de la biologie de l'évolution le soin de clarifier peut-être un jour les liens entre ces propensions et l'alchimie génétique, épigénétique et environnementale qui les sous-tend, m'en tenant pour ma part à la posture de la sociologie morale, centrée sur le sens et les valeurs que les sujets sociaux éprouvent au travers de leurs goûts et de leurs actions ordinaires. Cela signifie que nous pouvons vivre, et de fait que nous vivons le plus souvent notre vie humaine sans penser qu'elle est écrite à l'avance, avec la conviction qu'aucune de nos dépendances foncières ne peut ni ne doit nous empêcher d'être libres.